

BEST

VOLUNTARY SCHEME
FOR BIODIVERSITY AND
ECOSYSTEM SERVICES
IN TERRITORIES OF
EUROPEAN OVERSEAS



Bulletin d'information BEST 04

11/2017



NOUVELLES DES RÉGIONS

- Macaronésie: Le défi de la définition des ZCB marines
- Polaire & Sous-polaire: La réserve naturelle des Terres australes françaises devient l'une des plus grandes zones protégées marines de la planète

DÉCOUVERTES

- Profil d'écosystèmes des Outre-mer européens – un processus participatif et des outils précieux d'aide à la décision
- Promouvoir les Outre-mer comme « Hope Spots »
- Projet PISUNA mis en lumière lors de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones

A LA RENCONTRE DES ÉQUIPES, EXPERTS ET PARTENAIRES DE BEST

- L'équipe de secrétariat BEST
- Dutch Caribbean Nature Alliance

ACTIONS SUR LE TERRAIN: ACTUALITÉS DES PROJETS BEST

- BEST of bats
- Nouveaux points de vue sur les impacts potentiels du changement climatique sur la flore des îles Falkland
- Protection et restauration de l'arbre de Gommier endémique de Sainte Hélène
- La saison réussie pour deux espèces d'oiseaux menacés globalement en Polynésie Française
- RESCQ: Restauration des services écosystémiques et de la qualité des récifs coralliens
- Projet éducatif de BIOT en ligne maintenant avec vidéo

DERNIÈRES NOUVELLES

- BEST RUP: un nouveau levier pour la conservation de la biodiversité dans les Régions Ultrapériphériques françaises
- BEST 2.0: Plus de 4.3 millions d'euros ont été investis dans 45 nouveaux projets BEST en 2016 et 2017
- Le future de BEST- Conférence en Bruxelles, 28 novembre 2017

p.12

p.13

p.13



Cher(e) lectrice et lecteur,

C'est avec grand plaisir que je vous présente cette 4ème newsletter BEST.

Je me souviens encore très bien de la Conférence de La Réunion sur la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité dans les régions ultrapériphériques (RUP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de l'UE, organisée en juillet 2008 avec l'UICN, en tant que Directeur de la Biodiversité – avec une idée claire pour trouver un moyen de soutenir l'incroyable biodiversité dans les Outre-Mer européens.

Grâce aux organisateurs, j'ai eu l'occasion de discuter directement avec des représentants et des acteurs de la biodiversité de presque tous les RUP et PTOM.

J'ai été étonné d'apprendre que souvent le soutien financier nécessaire pour mener des activités de protection de la biodiversité dans les RUP et les PTOM était relativement faible et les canaux de financement de l'UE trop lourds et donc inaccessibles aux acteurs prêts à porter des projets.

C'était formidable de constater que tous les représentants s'accordaient sur la nécessité d'aborder le problème et s'inspiraient de la politique environnementale et en particulier du soutien à la biodiversité (au sein de Natura 2000) sur le continent européen traduit dans le Message de La Réunion avec une recommandation de mettre en place un système volontaire d'action pour la biodiversité des Outre-Mer européens.

En 2009, en collaboration avec les États membres et les RUP et les PTOM, nous avons élaboré un concept pilote sur la manière dont un tel système volontaire pourrait ressembler. Grâce à l'action préparatoire BEST, adoptée par le Parlement européen en 2010, l'initiative a grandi et a pris son élan.

Regardant le travail qui a été effectué depuis lors au cours des 7 dernières années me rend heureux et fier. Il confirme l'importance de libérer le potentiel local de protection de la biodiversité dans les RUP et les PTOM. Je crois que le moment est venu de capitaliser sur ces résultats positifs et j'espère que l'initiative sera transformée avec succès en un partenariat durable qui continuera à soutenir l'action en faveur de la biodiversité dans les RUP et les PTOM de l'UE.

Bonne lecture!

Ladislav MIKO

*Directeur général adjoint de la sécurité alimentaire
DG de la Santé et des Consommateurs (SANCO), Commission Européenne*

AVANT-PROPOS

02

NOUVELLES DES RÉGIONS

03

Macaronésie

Le défi de la définition des ZCB marines: aperçus des archipels macaronésiens

Polaire & Sous-polaire

La réserve naturelle des Terres australes françaises devient l'une des plus grandes zones protégées marines de la planète

DÉCOUVERTES

05

Profil d'écosystèmes des Outre-mer européens – un processus participatif et des outils précieux d'aide à la décision

Promouvoir les Outre-mer comme « Hope Spots »

Projet PISUNA mis en lumière lors de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones

A LA RENCONTRE DES ÉQUIPES ET DES EXPERTS DE BEST

07

L'équipe de secrétariat BEST

Dutch Caribbean Nature Alliance

NOTRE SUR LE TERRAIN ACTUALITÉS DES PROJETS BEST

09

BEST of Bats

Nouveaux points de vue sur les impacts potentiels du changement climatique sur la flore des îles Falkland

Protection et restauration de l'arbre de Gommier endémique de Sainte Hélène

La saison réussie pour deux espèces d'oiseaux menacés globalement en Polynésie Française

RESCQ: Restauration des services écosystémiques et de la qualité des récifs coralliens

Projet éducatif de BIOT en ligne maintenant avec vidéo

DERNIÈRES NOUVELLES

12

BEST RUP: un nouveau levier pour la conservation de la biodiversité dans les Région Ultrapériphériques françaises

BEST 2.0: Plus de 4.3 millions d'euros ont été investis dans 45 nouveaux projets BEST en 2016 et 2017

Le future de BEST – Conférence en Bruxelles, 28 novembre 2017

CARTE

14

LE CONSORTIUM BEST III

15

L'équipe du Consortium BEST III

Contacts

NOUVELLES DES RÉGIONS

Macaronésie

Le défi de la définition des ZCB marines: aperçus des archipels macaronésiens

La méthode internationalement reconnue pour identifier les zones clés de biodiversité (ZCB ou KBAs pour Key Biodiversity Areas en anglais) - lieux comprenant les habitats essentiels pour les espèces et qui nécessitent donc une protection renforcée – est très simple: choisir des espèces menacées, cartographier leur distribution et protéger la zone. Mais en réalité, cette méthode est rarement aussi facile à mettre en œuvre, en particulier lorsqu'il s'agit du milieu marin.

Les ZCB sont identifiées sur la base de lignes directrices et de critères rigoureusement élaborés par des chercheurs spécialisés et des praticiens de la conservation afin de garantir la solidité scientifique du processus.

Pour les espèces marines, l'identification de ZCB reste plus difficile à réaliser surtout en raison du manque d'informations sur (a) l'état de conservation des espèces et (b) la distribution des espèces menacées connues. S'ajoute également le défi du manque de connaissances sur la classification



L'ange de mer (requin-ange): En Europe, l'espèce en danger critique n'existe que dans les îles Canaries ©Carlos Suarez

de nombreuses espèces. Si comparativement aux autres régions, de nombreuses espèces endémiques ont déjà été identifiées en Macaronésie, sa biodiversité marine reste encore largement à découvrir. Alors que les espèces de poissons de la région ont fait l'objet d'études poussées, la connaissance des invertébrés marins est clairement incomplète. Ainsi il n'existe pas d'études exhaustives pour la plupart des principaux groupes d'invertébrés comme les escargots de mer, les crevettes, les crabes et les étoiles de mer. On estime que le nombre d'espèces marines endémiques de Macaronésie s'élèverait à des centaines, voire des milliers d'espèces.

Malgré les informations limitées disponibles sur les espèces marines endémiques de Macaronésie 50 espèces sont connues comme étant en danger

mais la plupart d'entre elles ne peuvent pas être prises en compte selon la méthode actuelle utilisée pour identifier les ZCB qui est basée sur un zonage car il s'agit d'espèces pélagiques ou d'espèces évoluant en eau profonde. Ainsi seules 13 espèces ont pu être prises en compte pour définir une ZCB marine: le phoque moine (*Monachus monachus*), le homard et 11 espèces de poissons commercialisables.

La conservation du phoque moine est jusqu'à présent une réussite. Les grandes populations qui existaient à Madère et aux Açores avant la colonisation européenne ont été sauvées de l'extinction (locale) dans les années 1980 par la création d'une réserve naturelle stricte autour de leur dernier refuge: les îles Desertas à Madère. Depuis la population a augmenté passant de 6-8 individus à plus de 30 aujourd'hui.

Pour les autres espèces, l'image est moins idyllique. Il n'y a pas de données fiables sur la répartition du homard et de la plupart des espèces de poissons menacées bien qu'ils soient de mieux en mieux ciblés dans les projets de recherche et pris en compte dans les relevés effectués par les plongeurs bénévoles.

Face à cette situation, les scientifiques du hub BEST macaronésien ont adopté une méthode très pragmatique: ils considèrent qu'une ZCB

marine est établie là où les aires marines protégées (AMP) identifiées préalablement ont déjà enregistré au moins une des 13 espèces cibles. En dehors de ces zones AMP, de plus petites ZCB ont été proposées là où des enregistrements concordants et valides ont démontré la présence de ces espèces.

Cette approche utilisant les informations existantes renforce l'intérêt du réseau actuel de zones

protégées et met en évidence leur importance pour la conservation de la biodiversité marine macaronésienne. Cependant, de nouveaux projets BEST pourraient également contribuer à combler les lacunes en matière de connaissances sur la taxonomie et l'état de conservation des espèces marines; connaissances qui, à leur tour, permettraient d'alimenter le processus de réévaluation des AMP, leur portée géographique et gestion sur la base d'une approche scientifique

solide complétées par des recommandations de gestion concrètes.

Contact :
 Coordinateur hub Macaronésie
 du consortium BEST III n:
Jose.MN.Azevedo@azores.gov.pt

Lien utile:
[BEST profile d'écosystèmes de la Macaronésie \(en Anglais\)](#)
[Site web du hub Macaronésie \(en Anglais\)](#)

Polaire & Sous-polaire

La réserve naturelle des Terres australes françaises devient l'une des plus grandes zones protégées marines de la planète

La zone de protection des écosystèmes marins et sa biodiversité dans la réserve naturelle nationale des Terres australes françaises dans le sud de l'océan Indien a considérablement augmenté et comprend désormais plus de 1,6 million de km² ou 15% de la Zone économique exclusive française (ZEE).

Annoncé lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech en 2016, un arrêté interministériel de Ségolène Royal de décembre 2016, a ratifié l'extension de la réserve pour inclure plus de 672 000 km² protégeant les habitats et espèces marines dans plus de 40% des 1,66 millions de km² zone économique exclusive (ZEE) entourant les îles des Terres australes françaises: Crozet, Kerguelen, Saint Paul et Amsterdam.

Suite aux différentes consultations, le préfet a adopté un arrêté fin-mars 2017 qui étend le périmètre de protection de la réserve et applique la gestion et la réglementation environnementale jusqu'aux limites de la ZEE de Crozet, Kerguelen, St Paul et Amsterdam afin d'assurer la protection du réseau trophique. Cette extension et ce périmètre de protection

font donc des Terres australes françaises l'une des plus grandes zones marines protégées du monde.

Ces îles et leurs eaux environnantes abritent de nombreuses espèces endémiques. Les courants subantarctiques froids et subtropicaux chauds se mélangent entraînant un niveau de productivité extrêmement haut et d'importantes sources d'alimentation pour les mammifères marins et les oiseaux. Par exemple, environ 82% de la population mondiale de gorfous macaroni, *Eudyptes chrysolophus*, se reproduit dans les zones marines françaises (Crozet et Kerguelen) et dans les territoires du Royaume-Uni (Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud). Un projet BEST a identifié ces zones d'alimentation comme les plus importantes pour les gorfous macaroni.

Lors de sa création en 2006, la réserve couvrait environ 7 700 km² d'espace terrestre et 52% des eaux territoriales - jusqu'aux 12 milles marins de la côte (15 700 km²). L'extension a suivi les recommandations des travaux du Programme d'Eco-Régionalisation Français (PERF) en Antarctique et une modification du droit français suite à la publication de « la Loi sur la Biodiversité », permettant aux réserves naturelles d'étendre leur périmètre au-delà des eaux territoriales, jusqu'à la limite des 200 milles marins de la ZEE.

En outre, dans plus de 120 000 km² de la zone protégée, toute activité extractive industrielle ou



«Marion Dufresne» - le bateau de recherche français dans les eaux de la réserve © Stéphanie Légeron

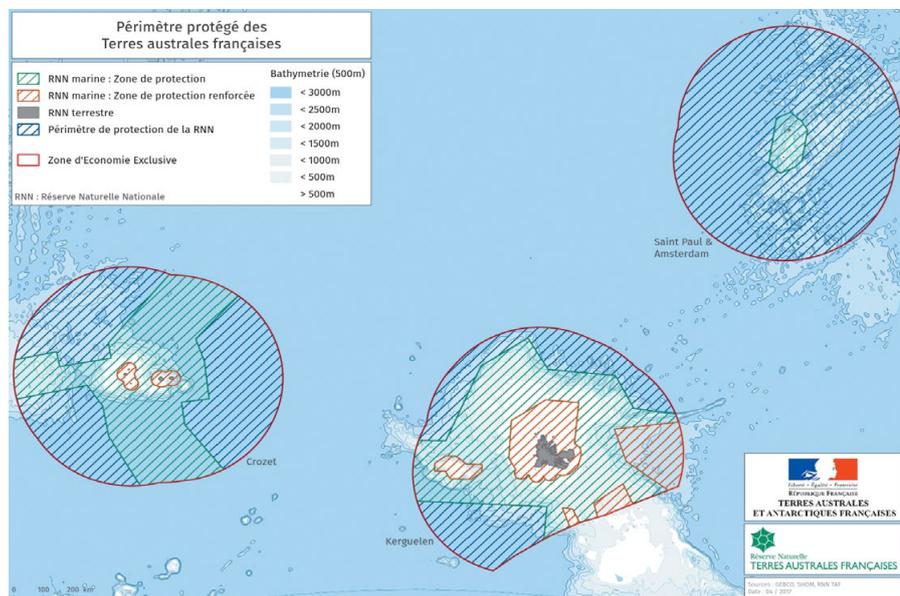
commerciale, y compris la pêche, est interdite, constituant l'une des premières réserves strictes de pêche maritime. La collectivité des TAAF (Terres Australes et Antarctiques Françaises), administrant le territoire des Terres australes françaises, a mis en place un modèle de pêche durable: les pratiques et procédures de pêche sont soigneusement surveillées pour réduire les prises accessoires et éviter tout impact négatif sur les habitats situés en eau profonde. Les autres activités (logistiques et scientifiques) sont strictement réglementées.

Cette réserve permet notamment la protection de la première population de manchots royaux, la deuxième plus grande population mondiale d'éléphants de mer, l'espèce endémique d'albatros d'Amsterdam et les fragiles écosystèmes benthiques et pélagiques. Ces écosystèmes marins, qui contribuent au cycle mondial du carbone, sont pour la plupart intacts et attendent encore d'être découverts.

La Réserve encourage ainsi le développement de programmes d'amélioration de la connaissance sur les milieux marins et positionne la France comme un acteur clé dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie concertée pour la création d'un réseau d'aires marines protégées dans les eaux internationales de l'Antarctique de la CCAMLR (Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique).

Contact :
 Anne-Gaëlle Verdier,
 Coordinatrice hub Polaire/sub-polaire BEST III:
anne-gaelle.verdier@taaf.fr

Lien utile:
<http://www.taaf.fr/Presentation-generale-des-TAAF>
 Article du site web sur l'extension de la réserve par décret interministériel en décembre 2016
 Article du site web sur la réglementation modifiée de la réserve étendue par ordonnance préfectorale en mars 2017



Carte du périmètre de protection de la réserve TAAF après l'extension © TAAF

Profil d'écosystèmes des Outre-mer européens – un processus participatif et des outils précieux d'aide à la décision

En 2014, soutenu par la Commission Européenne, 7 équipes régionales et 1 équipe de coordination hautement motivées ont entrepris une tâche ambitieuse dans le cadre de l'Initiative BEST: établir le profil de l'état de la biodiversité, des habitats, des écosystèmes et de leurs services dans les 7 régions, où se trouvent les 25 Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) européens et les 9 Régions Ultrapériphériques (RUP).

Pendant plus de 15 ans les profils d'écosystèmes suivant la méthodologie établie par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) ont été des outils précieux pour les décideurs en guidant les efforts d'investissement et de conservation dans certaines régions. Cependant, les profils d'écosystèmes existants ne se sont pas attachés spécifiquement aux Outre-mer européens bien que ceux-ci comprennent 4 des 36 hotspots (ou points chauds) de la biodiversité mondiale: les îles des Caraïbes, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les archipels macaronésiens. Dotés d'une biodiversité exceptionnellement riche et acteurs clés de mise en œuvre des objectifs de conservation internationaux et régionaux, il était donc essentiel que les Outre-mer européens et les 7 régions dans lesquels ils se trouvent disposent également de profils écosystémiques afin d'apporter un précieux complément aux profils existants et d'appuyer les futures activités et décisions de conservation en cohérence avec les besoins et capacité de chaque territoire et région.



Consultations avec des acteurs locaux © Jean Kapé & Romain Renoux

Proposant un état des lieux circonstancié, les profils d'écosystèmes des Outre-mer européens situent les enjeux de conservation dans le contexte socio-économique, juridique et politique de chaque région, ils intègrent une évaluation des pressions et menaces sur l'environnement, une revue des activités, acteurs et investissements existants favorisant la conservation de la biodiversité et le développement durable, et établissent l'identification de domaines d'action prioritaires devant servir de base à une



Profil d'écosystème régionaux
© Design par Imre Sébestyén, jr.
/ Unit Graphics

stratégie d'investissement régionale. Un vrai défi compte tenu du fait que les 7 régions d'Outre-mer - l'Amazonie, les Caraïbes, l'océan Indien, la Macaronésie, le Pacifique, la région Polaire/Sub-polaire et l'Atlantique Sud - couvrent une superficie totale supérieure aux 6 États membres européens auxquels les RUP et PTOM concernés sont rattachés, et comprennent plus de 150 îles.

Suite à l'évaluation des espèces et des habitats pour réaliser les profils des écosystèmes, les acteurs locaux et les experts régionaux ont ainsi identifié des zones clés de biodiversité (ZCB ou KBAs pour Key Biodiversity Areas en anglais) - habitats essentiels pour les espèces nécessitant une protection renforcée - mais aussi des couloirs écologiques qui connectent les ZCB. Au total, au sein des 7 régions d'Outre-mer européennes ont été identifiés plus de 350 ZCB prioritaires et 50 couloirs écologiques, couvrant une superficie totale de près de 3,5 millions de km², dont les écosystèmes côtiers et marins représentent plus de 70%. Pour étayer davantage les efforts déployés, suivant une approche participative, l'élaboration des profils a mobilisé près de 900 acteurs locaux et régionaux



de plus de 340 organisations lors de 200 ateliers et rencontres, et - fait encore plus remarquable - ont permis à l'ensemble des acteurs à s'accorder en moins de deux ans sur un ensemble de priorités thématiques et géographiques de conservation chacune des 7 régions.

Ces résultats importants des profils d'écosystème des Outre-mer européens a été possible grâce à un bon niveau de participation et d'implication au processus du profil: dans les 15 RUP/PTOM

des Caraïbes, et hauts représentants politiques ont présidé les ateliers, comme le ministre de l'Environnement du Gouvernement de Montserrat, les gouverneurs de Saba et St Maarten, et le sénateur de St Martin. La hiérarchisation des actions et des investissements nécessaires ont été discutés et approuvés lors des 23 ateliers locaux et régionaux qui ont impliqué plus de 250 acteurs de 140 organisations.

En Guyane française, le ministère de l'Environnement considère les ZCB comme prioritaires pour les activités futures et le Conseil régional intégrera les résultats des ZCB dans l'évaluation de la charte du parc national (communication personnelle, WWF Guyane). Mais les résultats des profils d'écosystème BEST ne sont pas seulement utiles pour les orientations stratégiques futures. Ils inspirent en effet d'ores et déjà les décideurs locaux. Les résultats du profil d'écosystème de la Caraïbe ont déjà été utilisés pour définir la stratégie de biodiversité des Antilles néerlandaises. Ils guident aussi les acteurs locaux des PTOM lors de la conception des projets à financer par le programme BEST 2.0 démontrant ainsi l'utilité de tels états des lieux pour mieux orienter les soutiens financiers.

Afin de mieux guider les futurs investissements, des stratégies régionales d'investissement complémentaires apportent à ce titre un éclairage sur les résultats des profils en précisant les niches d'investissement et projets en l'attente de financement. Autant d'informations utiles et précieuses pour motiver la pérennisation d'un mécanisme de subventions tel qu'expérimenté dans le cadre de l'action préparatoire BEST, le programme BEST 2.0 et maintenant aussi le projet BEST RUP.

Contact :
Carole Martinez,
coordinatrice du Consortium et projet BEST III:
Carole.Martinez@iucn.org
Sylvie Rockel,
chargée du projet BEST III:
Sylvie.Rockel@iucn.org

Lien utile:
Les profils d'écosystème régionaux sur le site web du BEST



Promouvoir les Outre-mer comme «Hope Spots»

À la vue de leur importance en termes de biodiversité marine et de zone maritime, il existe un grand potentiel pour les Outre-mer d'être promus internationalement comme «*Hope Spots*» («points d'espoir») - une désignation donnée par Mission Blue - une initiative de la biologiste marine et exploratrice de fonds marins Sylvia Earle - qui reconnaît des sites marins «spéciaux», cruciaux pour la santé des océans.



Abondance du poisson, île de l'Ascension ©Dan Laffoley

Le projet vise à reconnaître, valoriser et soutenir les individus et les communautés qui souhaitent protéger l'océan tout en s'efforçant d'obtenir une protection juridique. À l'heure actuelle, il existe 85 *Hope Spots* désignés, qui ont été proposés par des membres du public, depuis l'écolier aux

scientifiques et administrations locales. Les critères pour être un *Hope Spot* sont suffisamment larges pour permettre une interprétation souple du qualificatif «spécial» et de tenir compte des caractéristiques des sites eux-mêmes.

Actuellement, on trouve cinq *Hope Spots* dans les eaux des Outre-mer: la **mer des Sargasses**, **l'île de l'Ascension**, le **Port de George Town** dans les **îles Caïmans**, **l'archipel des Chagos** et **Wallis et Futuna**. Ce nombre devrait augmenter, plusieurs sites étant actuellement proposés comprenant les îles Canaries, la Fosse de Porto Rico (comprenant les îles vierges britanniques) et la Polynésie française.

De nombreuses raisons expliquent le choix de ces sites. Par exemple, la mer des Sargasses dans l'Atlantique Nord - la seule mer sans frontières terrestres - est un écosystème unique qui repose sur des bancs étendus de Sargasses, une algue brune flottante qui peut se reproduire sans avoir à s'attacher au fond marin. Ces tapis fournissent un habitat structurel à des centaines d'espèces nécessitant des abris, des pépinières, des frayères et des zones d'alimentation, comme les crevettes, les tortues et les poissons-grenouilles des sargasses (*Histrio histrio*), qui en sont endémiques.

Dans le Pacifique, les eaux entourant les trois îles principales et de nombreux îlots de Wallis et Futuna sont également connues pour la richesse de leurs espèces. Bien que géologiquement jeunes, ces îles avec leurs récifs barrières et leurs vastes

lagunes recèlent une vie marine incroyablement variée avec plus de 135 espèces de coraux et 650 espèces de poissons et sont également reconnues comme *hotspot de la biodiversité* (selon les critères du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques - CEPPF).

L'initiative *Hope Spots* a permis de mettre ces sites sous les projecteurs du monde entier grâce à ses nombreux canaux de communication, réseaux et partenaires. Le soutien est adapté aux besoins de chaque gestionnaire *Hope Spot* ou «Champion». Cela implique habituellement le soutien de Mission Blue aux actions de communications, une aide de la fondation de l'initiative et l'expertise d'un conseil d'experts marins ayant une expérience internationale. Face aux nombreuses difficultés rencontrées par les communautés locales pour protéger leurs sites marins par une reconnaissance nationale et internationale, cette initiative leur permet d'accéder par la petite porte à la protection juridique.

Pour proposer votre propre *Hope Spot*, cliquez [ici](#) et suivez les [instructions](#) pour remplir le formulaire de demande de candidature.

Contact :
Raphaëlle Flint,
coordinatrice des projets *Hope Spots* à l'UICN:
raphaelle.flint@iucn.org

Lien utile:
[Site web Mission Blue- Hope Spots website](#)

Projet PISUNA mis en lumière lors de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les Questions Autochtones

Intégrant les connaissances autochtones et les observations environnementales dans la prise de décision pour gérer les ressources naturelles, le projet PISUNA - financé par l'initiative BEST - illustre concrètement les efforts du gouvernement du Groenland pour mettre en œuvre l'article 8(j) de la Convention sur Diversité biologique (CDB) qui stipule que les Parties doivent «respecter, préserver et maintenir les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales ... et promouvoir leur application à une *plus large échelle*».

Une [déclaration](#) du Groenland à la 16ème session de l'Instance Permanente sur les Questions Autochtones (en Anglais : *UN Permanent Forum on Indigenous Issues - UNPFII*), qui a eu lieu à New York du 24 avril au 5 mai 2017, a mis en évidence le processus mené localement piloté par PISUNA et les bénéfices qui en ont été retirés, tels que «Les échanges enrichissants entre les connaissances scientifiques et les savoirs autochtones permettant d'accroître la capacité à gérer les ressources, de soutenir une gestion



Surveillance des prises de poisson par les pêcheurs locaux © Michael Kaie Poulsen

adaptée et de réaliser la collecte de données sur une zone étendue et de manière continue».

PISUNA a en effet créé des Conseils en Ressources Locales à l'échelle communautaire, comprenant des chasseurs, des pêcheurs et de personnes intéressées par l'environnement, pour décider de ce qui était important de surveiller pour leur communauté. Les communautés pilotes de PISUNA ont orienté principalement leur surveillance sur les mammifères terrestres et marins, les poissons et les oiseaux, mais les facteurs abiotiques ont aussi été intégrés tels que la couverture de la banquise. Tous les trois mois, les observations et les interprétations de chaque élément ont été collectées et discutées par le Conseil en Ressources Locales, tels que le niveau d'une ressource particulière par rapport à l'année précédente (ex. augmentation/absence de changement/diminution) ainsi que les recommandations d'actions de gestion à mettre en

place sur la base des observations. Les mesures de gestion suggérées comprenaient des modifications concernant les saisons de chasse et de pêche pour certaines espèces, des changements de quotas ou des amendements aux lois et aux règlements locaux impliquant de nouvelles restrictions sur les méthodes de pêche et les équipements admissibles. Ces informations ont été soumises à l'autorité locale afin qu'elle prenne les mesures nécessaires ou les transmettent au gouvernement central, selon le niveau de décision approprié. Les observations faites par les communautés locales sont stockées dans une application Web - [PISUNA-net](#) - où elles sont accessibles à tous.

Les systèmes de savoir autochtone se sont développés au fil des siècles; Cependant, dans de nombreux endroits, cette connaissance s'est lentement érodée et perdue. Malgré la reconnaissance croissante de sa valeur, dans la pratique, c'est un vrai défi de l'intégrer pleinement dans les processus décisionnels. PISUNA montre comment des objectifs ambitieux peuvent se traduire en actions concrètes sur le terrain et démontrent l'intérêt de l'approche de l'Initiative BEST d'une collaboration avec les communautés locales.

Liens utiles:
PISUNA fiche du projet
Déclaration du Groenland: <https://papersmart.unmeetings.org/media2/14684034/greenland.pdf>
PISUNA-net site web d'observation locale

L'équipe de secrétariat BEST



Carole Martinez
Coordinatrice de BEST III, BEST 2.0 & BEST RUP

Juriste spécialisée en droit de l'environnement et membre expert de la Commission Mondiale des aires protégées, Carole travaille depuis plus de 20 ans dans le domaine de la conservation de la nature en s'attachant aux enjeux de biodiversité des Outre-mer européens dès ses travaux de recherche doctorale. Ses différentes fonctions au niveau national puis international l'ont amenée à définir et gérer de nombreux projets et initiatives visant tant à appuyer les acteurs locaux que la coopération régionale. Membre du réseau d'expert sur le Patrimoine mondial elle a également contribué tant au montage qu'à l'évaluation de dossiers de

candidature UNESCO, ainsi que la gestion de biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial. En tant que responsable du Programme Outre-mer européens et Mers régionales de l'UICN elle applique également ses connaissances à l'analyse des politiques nationales, européennes et internationales et contribue aux actions de l'UICN visant à promouvoir les océans au plus haut niveau.

Passionnée de voyages, elle aime découvrir les richesses des patrimoines naturels et culturels du monde. Adeptes de randonnées et de voile, elle aime aussi la plongée sous-marine et le parapente lorsqu'elle ne se ressource pas dans sa Provence natale.

Contact: carole.martinez@iucn.org



Sylvie Rockel
Chargée de projet BEST III

Sylvie a travaillé dans le domaine de l'ingénierie des bioprocédés. Elle a plus de 7 ans d'expérience de recherche interdisciplinaire et de gestion de projets scientifiques à l'étranger. Après un doctorat en bio-ingénierie, elle a étudié la gestion de projets de développement, s'est portée bénévole pour des actions portant sur la conservation marine, la restauration de la forêt tropicale et les défis de l'exode rural dans les pays en développement. Son bénévolat dans le domaine de la conservation l'a menée en Australie, en Malaisie, en Inde et aux Philippines, où elle a organisé des opérations de nettoyage des côtes et a dispensé une formation à l'environnement

aux centres locaux de plongée dans le cadre de la [Reef World Foundation](#).

Avant de rejoindre le Consortium BEST III en tant que chargée de projet au sein de l'équipe de coordination en juin 2014, elle a contribué à un rapport de l'UICN évaluant l'état des récifs coralliens des Caraïbes. Elle est également co-auteure d'une publication de l'UICN sur les actions de conservation des zones côtières et aires marines protégées (AMP) dans les outre-mer de l'UE. Quand elle ne travaille pas sur les profils d'écosystèmes régionaux ou les stratégies d'investissement, on peut la voir faire de la randonnée ou de l'escalade, jardiner, cuisiner des mets végétaliens ou s'engager avec passion dans des projets locaux de développement durable.

Contact: sylvie.rockels@iucn.org



Daniel Mitchell
Chargé de programme BEST 2.0

Daniel, chargé de programme au sein du Secrétariat BEST 2.0 dans le cadre du programme pour les outre-mer de l'UICN depuis juin 2015, est biologiste et scientifique de l'environnement avec plus de 7 ans d'expérience dans la gestion des projets environnementaux et notamment dans les instruments de financement de l'UE.

Dans son poste précédent exercé de 2012 à 2015 au sein de l'équipe de suivi externe du programme LIFE de l'UE, il a acquis une connaissance approfondie de la gestion des subventions de l'UE et a été chargé d'assurer le suivi d'un grand nombre

de projets environnementaux et de conservation de la nature mis en œuvre par les organisations bénéficiaires, y compris les petites ONG, ONG internationales et organismes gouvernementaux. Il a co-écrit plusieurs publications liées à la réglementation environnementale de l'UE, notamment sur la directive-cadre sur l'eau et la directive-cadre sur la stratégie pour le milieu marin.

Daniel - de nationalité britannique - est passionné de la nature et aime voyager, jouer au football et faire de la plongée sous-marine (quand il le peut). Il aime passer du temps au grand air avec sa femme et son jeune fils

Contact: daniel.mitchell@iucn.org



Valia Queran
Chargée de projet BEST RUP

Diplômée en affaires européennes, Valia a précédemment été en charge de la gestion d'un programme européen LEADER soutenant des projets pilotes en milieu rural et travaillé au sein de collectivités locales dans la gestion de fonds européens et la mise en œuvre de politiques territoriales. Particulièrement intéressée par les dynamiques de développement local et les enjeux environnementaux, elle a rejoint le

secrétariat BEST basé à Bruxelles en mars 2017 où elle est en charge de la mise en œuvre des activités du projet BEST RUP et notamment de l'appel à propositions BEST RUP finançant des projets locaux de conservation de la biodiversité dans les Régions ultrapériphériques françaises qui a été lancé en septembre 2017.

Quand elle le peut, Valia aime se ressourcer en Bretagne dont elle est originaire et faire de longues marches sur les sentiers côtiers.
Contact: valia.queran@iucn.org



Anna Rosenberg
Expert financier et juridique

Avec un parcours professionnel spécialisé dans la mise en œuvre de projets financiers d'ONG et exercé au sein de multiples organisations internationales Anna a plus de 10 ans d'expérience en gestion financière, supervision et reporting dans le domaine du financement communautaire. Avant d'assumer le rôle d'expert financier et juridique pour l'équipe de coordination de BEST, elle a géré avec succès de nombreuses subventions et contrats LIFE + et autres. Elle a été responsable des finances pour l'UICN Europe et a travaillé en étroite collaboration avec les parties prenantes internes, le WWF, la SNV et

les institutions de l'UE, donnant vie à de nombreuses initiatives.

Anna soutient l'initiative BEST depuis ses débuts grâce à son expertise dans le domaine des accords financiers, de la sous-traitance, des contrats de service et gestion des subventions. Elle est l'épine dorsale des questions juridiques et financières de tous les projets BEST passés et actuels.

Ce qu'Anna aime encore plus que les bilans et les accords de subvention, c'est lire, s'immerger dans l'histoire et jouer à Quoi? Où? Quand? (Russe: Чмо? Где? Когда?) - un jeu intellectuel bien connu dans les pays russophones.

Contact: anna.rosenberg@iucn.org

Liens utiles:

Les pages du programme outre-mer et BEST sur le [site web de l'UICN](#)
Le [site web du BEST](#), les portails du [BEST 2.0](#) & [BEST RUP](#)

Dutch Caribbean Nature Alliance

La Dutch Caribbean Nature Alliance (DCNA) est un réseau régional d'aires protégées qui aide et soutient les organisations de gestion de la conservation dans les six îles des Caraïbes néerlandaises

disposition d'une plate-forme d'échange de données. Association à but non lucratif de protection de l'environnement et de gestion durable des ressources naturelles, DCNA met également en œuvre des



Conseil de DCNA © DCNA

(Aruba, Curaçao, Sint Eustatius, Saba, Bonaire et Sint Maarten) par des actions de communication, de représentation et de collecte de fonds ainsi que de renforcement des capacités institutionnelles et la mise à

projets de terrain et est vraiment ravie de lancer «Best of Bats!» - un projet financé par le programme BEST 2.0. Lire dans la section [Actions sur le terrain](#) en savoir plus sur le projet.

Kalli De Meyer,
directrice exécutive de DCNA :
director@DCNAnature.org

Lien utile:

[Dutch Caribbean Nature Alliance](#)

ACTIONS SUR LE TERRAIN: ACTUALITÉS DES PROJETS BEST

BEST of Bats

Aruba, Curaçao et Sint Maarten abritent au moins 11 espèces de chauves-souris (dont plus de 1000 dans le monde), dont 3 sont endémiques de ces îles caribéennes néerlandaises, mais le développement économique rapide des dernières décennies a sérieusement affecté les habitats naturels des chauves-souris ainsi que leurs populations sur les îles. Si les chauves-souris sont d'importants pollinisateurs, elles pâtissent souvent d'une image publique négative. A cela s'ajoute également un manque d'information et de connaissance concernant la biologie des chauves-souris, leur rôle écologique ainsi que leur distribution et statut au niveau local.

Financé par BEST 2.0, «Best of Bats!» est un projet ambitieux qui propose de travailler simultanément sur trois îles et vise à faire en sorte que le Secrétariat de DCNA s'occupe de la gestion, de l'administration et des rapports du projet pour permettre aux équipes locales de rester sur les îles et se concentrer sur le travail de terrain.

Le projet *Best of Bats!* vise à améliorer l'état de conservation des chauves-souris sur Aruba, Curaçao



Chauve-souris d'Aruba © Krapt

et Saint-Martin. Cela se fera de deux manières : a) en sensibilisant le public aux communautés locales sur l'importance des chauves-souris et b) en fournissant aux chauves-souris des lieux de repos et de nidification supplémentaires grâce à l'installation de boîtes pour chauves-souris dans les zones urbaines.

Depuis l'accord de financement obtenu en mars 2017 le Secrétariat de DCNA s'est attaché à mettre le projet en marche : élaboration des procédures et des contrats, mise en place de la gestion financière, contact avec une société locale pour réaliser un logo et une conception graphique pour le projet, collecte de photographies de chauves-souris, de

documentations scientifiques et travail sur des fiches d'information sur les chauves-souris, en recueillant et rassemblant autant d'informations pertinentes que possible, pour le bon déroulement de ce projet passionnant.

Coordinateur de St Maarten's Park et vice-président de DCNA, Tadzio Bervoets explique: «Les chauves-souris sont très importantes pour la survie d'une grande partie de la flore et de la faune de nos îles et donc pour tout l'écosystème. Les chauves-souris locales sont des créatures incroyables et très intéressantes et j'espère que le succès de ce projet mettra la conservation de la chauve-souris à l'ordre du jour d'autres îles des Caraïbes ». En tant que coordinateur du projet, le Secrétariat de DCNA travaille avec trois chefs de projet locaux à Aruba, Curaçao et St Maarten, qui seront responsables de la mise en œuvre du projet sur leurs propres îles.

Contact :

Kalli De Meyer, directrice exécutive de DCNA :
director@DCNANature.org

Lien utile:

Fiche du projet sur le portail BEST 2.0
Dutch Caribbean Nature Alliance

Nouveaux points de vue sur les impacts potentiels du changement climatique sur la flore des îles Falkland

Notre projet TEFRA financé par BEST récemment achevé (TEFRA – acronyme Anglais pour Écosystèmes terrestres des îles Falkland - une évaluation des risques liés au changement climatique) a permis de mieux comprendre les impacts potentiels du changement climatique sur les plantes et les habitats des îles Falkland. Mené de manière hautement participative, ce projet a fourni au gouvernement des îles Falkland des preuves claires du changement climatique et suggéré des actions à intégrer dans des scénarios de planification futurs. Ces perspectives permettent d'espérer que les plantes des îles Falkland continueront à prospérer face aux changements prévisibles du climat et pourront continuer à fournir les services écosystémiques dont profitent actuellement les îles, comme la nourriture, le carburant et l'eau.

Les prévisions des changements climatiques pour les îles Falkland indiquent une augmentation de 2,2°C de la température moyenne annuelle d'ici 2100, mais aucune variation des précipitations annuelles moyennes. La température annuelle moyenne des îles Falkland n'ayant augmenté que de 0,5°C au cours du siècle dernier, l'augmentation prévue est dramatique. Malgré le l'absence d'évolution prévue dans les précipitations annuelles moyennes, on considère généralement

qu'avec un climat plus chaud, la courbe des précipitations est affectée, ce qui entraîne des phénomènes météorologiques plus extrêmes et une probabilité d'épisodes de pluie plus intenses avec une plus longue période de sécheresse.

La flore indigène des îles Falkland comprend 180 espèces de plantes vasculaires, dont 14 espèces endémiques. La Conservation des îles Falkland et les jardins botaniques royaux Kew collaborent depuis de nombreuses années pour documenter et conserver cette diversité importante et unique de plantes. Nous avons acquis une bonne compréhension de la distribution des plantes des îles Falkland et avons compilé une base de données complète sur le recensement de plantes à haute résolution spatiale qui a servi de base au travail de modélisation mené dans le cadre du projet TEFRA.

Les résultats de notre modélisation ont montré que les espèces des terres d'altitude et les espèces avec une distribution sud-ouest seront particulièrement vulnérables aux augmentations de température prévues. Trois endémiques des îles Falkland menacées à l'échelle mondiale, *Nassauvia falklandica*, *Nastanthus falklandicus* et *Plantago Moorei*; et deux espèces menacées à l'échelle nationale, *Acaena antarctica* et *Blechnum cordatum* devraient perdre leur condition climatique favorable et pourraient disparaître. Nos résultats soulignent l'importance de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation appropriées pour compenser les impacts du changement climatique, en particulier en améliorant la gestion du site. Les recommandations faites au gouvernement des îles Falkland sont désormais à intégrer dans les décisions politiques en cours.



Surveillance d'un plant endémique de la côte menacé le *Nastanthus falklandicus*
© Rebecca Upson

En tant que police d'assurance, les graines de toutes les espèces endémiques des îles Falkland et de toutes les espèces menacées à l'échelle nationale ont été collectées et stockées dans la Banque de semences Millennium de Kew. La collecte des graines se poursuit dans le but de préserver toute la flore indigène.

Contact:

Chef de science de la conservation,
Royal Botanic Gardens, Kew, UK :
c.clubbe@kew.org

Lien utile:

Fiche du projet sur le site web BEST
Publication scientifique: *Potential impacts of climate change on native plant distributions in the Falkland Islands*. PLoS ONE 11(11)
Rapport d'atelier au gouvernement des îles Falkland: *Climate Change Risk Assessment for Plants and Soils of the Falkland Islands and the Services they Provide*
Royal Botanic Gardens Kew
Falklands Conservation
Falkland Islands Government
UK Falkland Islands Trust



Protection et restauration de l'arbre de Gommier endémique de Sainte Hélène

Le Gommier de Sainte Hélène (*Commidendrum robustum*) - arbre national et plante endémique de l'île - est classé en danger dans la Liste rouge de l'UICN. Le site de Peak Dale constitue l'ultime vestige de l'ancienne forêt de gommiers de Sainte Hélène. La forêt fournit un habitat pour un certain nombre d'autres espèces faunistiques et floristiques endémiques de Sainte-Hélène, mais elle est menacée par son absence quasi totale de régénération naturelle. Les causes de sa fragmentation sont nombreuses: attaques de lapins et de rats, piétinement des plantules et érosion des sols par le bétail sauvage et étouffement par des espèces végétales non indigènes. Une restauration active est nécessaire pour améliorer le rendement des semis et assurer ainsi l'existence de l'irremplaçable Forêt de Gommiers qui fait partie intégrante du patrimoine naturel unique des îles.

Le projet BEST - Restauration de la forêt des Gommiers de Ste Hélène à Peak Dale - met en œuvre des actions concrètes pour protéger l'habitat résiduel des arbres gommiers à Peak Dale. La méthode de Bradley est utilisée pour éliminer les espèces végétales invasives de la région d'abord par un enlèvement raisonné dans les zones naturelles non perturbées puis l'utilisation adéquate des services que les plantes envahissantes peuvent

fournir aux habitats indigènes, tels qu'un abri ou une litière par exemple. Pour une perturbation minimale du sol, les arbres envahissants sont éliminés in situ en utilisant des arboricide cortical, mélange à base d'herbicide liposoluble et de diesel. Le projet a principalement visé le Manguier Sauvage (*Schinus terebinthifolius*), qui est très résistant. De plus, les déchets du bois des espèces envahissantes ont pu être déchiquetés et être utilisés comme paillis grâce à l'aide du National Trust de Sainte-Hélène.

Des clôtures de protection pour prévenir les dommages causés par les lapins ont été installées dans trois zones spécifiques et des clôtures à bétail ont été mises en place dans toute la région de Peak Dale. Des plantes indigènes seront aussi plantées le moment venu. Grâce au soutien d'une pépinière locale, le projet a sélectionné diverses plantes indigènes à faire pousser pour accroître la biodiversité indigène, améliorer le fonds génétique et assurer un meilleur recrutement naturel dans les zones.

Pour lutter contre les rats la technique de l'appâtage est utilisée. L'appâtage des rats a lieu tous les 3 mois et est contrôlé toutes les 1 à 2 semaines pour assurer une quantité suffisante d'appâts et éviter les pertes de stock inutiles. On observe une prise toujours plus importante les 2 premières fois qui suivent un changement d'appât, prise qui par la suite diminue.

Les jours de bénévolat communément appelés les GG (Gardiens des Gommiers) se déroulent le troisième dimanche de chaque mois à Peak Dale. Les bénévoles participent à l'enlèvement des plantes



Les bénévoles au travail © Jill Key

envahissantes, l'appâtage des rats et l'installation des clôtures. Les bénévoles ont pu découvrir la restauration d'un habitat et prendre conscience du défi auquel sont confrontés les écosystèmes indigènes de Sainte-Hélène. Le projet a également conduit à la publication dans le journal local d'articles sur l'importance de contrôler les espèces exotiques telles que l'oiseau de Myna (*Acridotheres tristis*), le manguier sauvage et l'herbe blanche (*Astropeupatorium inulfolium*) sur l'île. Jusqu'à présent, 59 bénévoles ont participé au projet.

Peak Dale est un site écologiquement important pour les îles qui doivent être protégées. Avec le soutien de BEST, le projet vise à lui redonner sa gloire d'antan.

Contact :
Martina Peters, Peak Dale, responsable du projet :
martina.peters@trust.org.uk

Lien utile:
Project fact sheet
Fiche du projet sur le portail BEST 2.0
[SNCG Peak Dale Restoration Facebook page](#)

La saison réussie pour deux espèces d'oiseaux menacés globalement en Polynésie Française

Deux espèces d'oiseaux presque éteints dans le Pays et Territoire d'Outre-mer européen, (PTOM), en Polynésie française, ont augmenté en nombre grâce à la mise en œuvre du projet financé par le programme BEST, qui a réduit les menaces et a permis la reproduction de ces espèces.

Le monarque de Tahiti (*Pomarea nigra*) localement connu sous le nom de Ōmāma'o et le monarque Fatu Hiva (*Pomarea whitneyi*), tous les deux en danger critique d'extinction, ne représentent que respectivement 23 et trois couples fertiles connues sur les sites d'intervention. Parmi les menaces qui pèsent sur ces espèces, on peut citer des espèces exotiques envahissantes comme les rats noirs, la Petite Fourmi de Feu, les oiseaux introduits et les plantes envahissantes ainsi que les chats sauvages. Présent uniquement sur l'île de Tahiti, le Ōmāma'o fait partie des 3 espèces d'oiseaux les plus menacées à l'échelle mondiale et le monarque de Fatu Hiva (de l'île de Fatu Hiva) est si rare aujourd'hui que l'un des objectifs du projet BEST était avant tout d'empêcher son extinction durant les 28 mois du projet.

Grâce à l'ensemble des actions de restauration de l'habitat, de contrôle des espèces envahissantes,

d'engagement de la population et de sensibilisation, les effectifs des deux espèces ont augmenté cette année. Pour le Ōmāma'o, le nombre record de 18 juvéniles ayant survécu jusqu'à présent (en général, environ 12 individus par an survivent) a augmenté la population mondiale de cet oiseau menacé. Alors que pour le monarque de Fatu Hiva, les trois couples fertiles connus en 2016 ont donné vie à des poussins, dont cinq ont survécu jusqu'à maintenant et ont réussi à coloniser les sites d'intervention ce qui n'était jamais arrivé depuis plusieurs années à cause de la prédation des chats.

Ces succès est dû en grande partie à la réussite des opérations du contrôle du rat noir (*Rattus rattus*) et des chats sauvages par la Société d'Ornithologie de Polynésie Manu (la SOP Manu) depuis 2007. Ces deux espèces introduites représentent la plus grande menace pour les nids et les adultes.

Les programmes de sensibilisation et d'éducation ont également joué un rôle essentiel. Grâce à ces programmes, la population locale perçoit désormais ces espèces comme les mascottes de l'île à protéger. La SOP a également pu procéder à la stérilisation gratuite des chats domestiques et la population de rats pu être contrôlée avec le soutien local. La SOP Manu développe également des projets de développement durable avec les propriétaires fonciers dont les terres accueillent l'habitat des monarques. On compte parmi ces projets, des projets d'apiculture, de restauration de l'habitat et l'éducation à l'environnement de plus de 345



Les écoliers ont pu découvrir les Tahiti Monarchs dans le cadre du programme de sensibilisation de la communauté © Thomas Ghestemme/SOP Manu

scolaires, avec notamment la plantation d'espèces de plantes indigènes. Ces projets sociaux ont été couronnés du succès et de nombreux habitants sont désormais engagés dans la préservation de ces espèces.

Cet article se réfère à un projet présenté dans une précédente édition du bulletin 03, page 12.

Contact :
Thomas GHESTEMME,
Coordinateur de programmes / la SOP Manu :
tghestemme@manu.pf

Lien utile:
Fiche du projet sur le portail BEST 2.0
www.manu.pf/Société d'Ornithologie de Polynésie - Site web Manu
Facebook: Manu-SOP pour les nouvelles en ligne
www.birdlife.org pour les fiches techniques sur l'espèce
Communiqué de presse

RESCQ: Restauration des services écosystémiques et de la qualité des récifs coralliens

Les îles néerlandaises dans les Caraïbes sont bien connues pour la richesse de leurs récifs coralliens dont l'étendue a beaucoup diminué au cours des 3 dernières décennies en raison du développement côtier, de la pollution, du blanchiment des coraux et d'autres causes principalement liées à l'homme. La restauration de petites zones de récifs par deux espèces de coraux à croissance rapide offre l'opportunité d'impliquer les communautés locales, de renforcer leurs capacités et de les sensibiliser aux effets positifs évidents sur la biodiversité mais aussi sur les services écosystémiques. Le projet RESCQ doit permettre la mise en place de pépinières de corail dans les îles néerlandaises de Bonaire, Saba et Saint-Eustache, à Saint-Martin et dans les îles Turques et Caïques, et de restaurer une petite zone de récif corallien sur chaque île. La coordination du projet est assurée par *Wageningen Marine Research* mais les ONG locales sont fortement impliquées.

En début de projet, l'ensemble des membres de l'équipe ont développé une nouvelle structure de pépinière appelée échelle de corail utilisant principalement des matériaux naturels (par exemple Bambou ou bois) et qui est retenue sur le fond marin par du béton ou une ancre dans le sable et maintenue à la verticale par des bouées. Outre le fait d'être écologique, les échelles ont l'avantage supplémentaire de pouvoir être enroulées en petits paquets et d'être ainsi très facilement transportables à la pépinière. De petits morceaux de corail issus de colonies saines du terrain ou de colonies qui ont été brisées accidentellement sont accrochés aux échelles. Au sein d'une pépinière, jusqu'à 10 échelles de corail doivent être installées, mais passionnées par leurs pépinières, certaines ONG envisagent déjà d'aller au-delà du nombre prévu.

Les ONG, ont peu de personnel et n'ont qu'une capacité limitée à consacrer aux pépinières. *Wageningen Marine Research*, un institut de l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, aide les îles en impliquant de nombreux étudiants dans le projet. Ces derniers participent à la mise en place des pépinières, au remplissage et entretien des échelles ainsi qu'à la collecte de données scientifiques. En outre, ils participent également à des activités de sensibilisation.

Briser de petits morceaux de corail pour peupler les pépinières peut sembler ne pas être une pratique durable. Cependant le contrôle des colonies «mères», a montré que les parties lésées suite au prélèvement de fragments pour échantillonnage se sont rapidement régénérées. Généralement, les lésions résultant de la rupture sont invisibles après trois semaines et les polypes complètement restaurés. Dans les échelles, les fragments de corail grandissent très vite, souvent à un rythme plus élevé que sur le terrain. Cela est dû au fait que les colonies se trouvent à quelques mètres du fond et que les prédateurs ne peuvent pas les atteindre. Ainsi, il y a peu de dégâts et les colonies ne perdent pas d'énergie à régénérer les tissus endommagés ou dans des processus autres que ce qui est nécessaire à leur croissance. Les colonies peuvent également obtenir plus d'eau douce dans les échelles. Avantage supplémentaire, les fragments de corail staghorn en pépinière développent plus de branches et la croissance de chaque pointe est d'environ 10-12 cm par an.

Le but final est d'avoir continuellement 800-1000 fragments par pépinière. Chaque année, 400 à 500 d'entre eux pourront ensuite être transplantés sur le récif, tandis que la moitié restante sera divisée en deux fragments égaux qui atteindront en 9-12 mois la taille des transplants.

Actuellement, toutes les îles ont 1 ou 2 pépinières disposant de plusieurs échelles. Le nombre de fragments dans les échelles continue d'augmenter et les premiers fragments atteignent maintenant la taille suffisante pour être transplantés. D'ici à la



Échelles de corail avec des fragments à Sint Maarten lors d'une visite par les écoles de barracudas © Erik Meesters

fin de l'année, des lieux de transplantation devront avoir été sélectionnés et les premiers coraux pourront alors être déplacés de la pépinière vers le site de transplantation. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Les activités de sensibilisation doivent être plus nombreuses et des sponsors doivent être trouvés pour que les pépinières restent opérationnelles après la fin du projet. Compte tenu du fait qu'il reste encore 2 ans avant la fin du projet, les îles sont convaincues qu'elles y arriveront. Une petite partie du projet est consacrée à des activités de suivi et de recherche. Le suivi est effectué principalement par des étudiants qui contrôlent la croissance et la régénération des fragments et les colonies mères. Les résultats de cette étude sont résumés dans le tableau suivant. La partie recherche consiste à prélever de très petits échantillons pour étudier les variations génétiques entre les différentes colonies et les îles ainsi que l'expression génétique pour analyser l'état de santé des différentes colonies. Cela doit conduire à la sélection de traits spécifiques pour optimiser le processus de restauration.

Contact :
Erik Meesters, Écologiste des récifs coralliens :
Erik.Meesters@wur.nl

Lien utile:
Fiche du projet sur le portail BEST 2.0
www.rescq.eu
Wageningen University
<http://www.sabapark.org/>

Projet éducatif de BIOT en ligne maintenant avec vidéo

Le projet BEST 2.0 «BIOT Environmental Interpretation and Education» financé par une petite subvention en 2015 a publié une communication complète de leurs travaux (fin de l'été 2017) sur la promotion de l'utilisation durable de l'environnement de Territoire britannique de l'océan Indien (en anglais *British Indian Ocean Territory*, abrégé en *BIOT*), en utilisant une approche scientifique citoyenne.

Un film, un dépliant et des panneaux d'information produits par le projet BEST 2.0 BIOT peuvent être consultés sur le site web de l'Administration du Territoire britannique de l'océan Indien (BIOTA).

Plantation Trail
Welcome to **The Plantation Trail**

You are now entering the Diego Garcia Southern Restoration Site, where native trees are gradually being replanted to restore the forest habitat to its natural state.

Almost all our management here, including the construction of this trail, has been achieved through the hard work of volunteers and is still in progress. If you would like to help, please get in touch with the British Indian Ocean Territory Administration (BIOTA) Environment Officer, based at the HQ building in Downtown.

Trail Route
The trail passes through a number of different habitat types; you'll be able to see birds nest ferns growing in the native forest areas and coconut crabs around the lagoons. Look out for the species boards at the start of the trail, which describe the types of trees which have been recently planted. Most of these native trees are able to grow rapidly in their first years, if the growing conditions are favourable. However, just after planting the small trees are vulnerable to competition with invasive species which may smother the young trees.

Hernandia sonora (left) and *Intsia bijuga* (right) trees photographed in June 2015 and again in November 2016, showing the same trees have more than doubled in size between these dates.

In many places the volunteer group has cut down species such as wild mulberry, to help give the native trees space to grow, so you'll also see some areas which remain under active management along the trail.

The walk to the beach takes just over 10 minutes and as a part of the trail is circular you'll be able to see different areas on your way back.

Please enjoy your walk through the tropical forest to the beautiful beach!

Diego Garcia Southern Restoration Site

British Indian Ocean Territory

BEST

EUROPEAN UNION

Panneau d'information

BEST RUP: un nouveau levier pour la conservation de la biodiversité dans les Régions Ultrapérimériques françaises

Un nouveau projet BEST géré par la Commission européenne et mis en œuvre par l'IUCN en partenariat avec le Muséum National d'Histoire Naturelle et WWF a été lancé le 15 janvier 2017. L'objectif de ce nouveau projet BEST RUP (RUP pour Régions Ultra-Périmériques) est de promouvoir la conservation de la biodiversité et l'usage durable des services que fournissent les écosystèmes dans les 6 Régions RUP françaises (la Guadeloupe, la Martinique, Saint Martin, la Guyane française, Mayotte et la Réunion). Initié par le Parlement Européen en 2015 et financé par la Commission Européenne (DG ENV) à hauteur d'1 million d'euros, il vise à répondre au besoin urgent de mobiliser des ressources pour préserver la biodiversité unique et particulièrement menacée de ces territoires en soutenant des actions adaptées à leurs spécificités.

Pour répondre à ces objectifs, 3 volets d'activités seront mis en œuvre sur 3 ans.

Un 1er volet « inventaire » permettra de diffuser les listes et inventaires des espèces et habitats des RUP. Une extraction des données sera menée par le Muséum à partir des référentiels existants et sera complétée par une analyse afin d'identifier les lacunes et des pistes de travail prioritaires au regard des politiques de conservation.

Le 2e volet « MAES » (*en Anglais: Mapping and Assessment of the Ecosystem and their Services*) examinera les modalités d'application aux RUP de méthodologies portant sur la cartographie et l'évaluation des écosystèmes à travers le cas pilote de la Guyane. Cette activité se traduira par la capitalisation du profil écosystémique amazonien établi dans le cadre du projet BEST III et qui a permis par un processus scientifique et participatif, de définir des zones clés de biodiversité et de services écosystémiques.

Enfin, le 3e volet « appel à propositions » basé sur des modalités comparables à celles du programme BEST 2.0 soutient des projets de conservation de la biodiversité dans les RUP françaises via l'octroi de « petites subventions rapides ». D'un montant maximal de 50 000€ celles-ci sont conçues pour faciliter l'accès aux financements à des petits projets dont la durée de réalisation n'excède pas 12 mois.



Pêcheuses locales, Parc Marin de Mayotte
© Agnes Poirat

Les premiers résultats des travaux menés dans le cadre des différents volets seront présentés lors de la conférence BEST qui se tiendra le 28 novembre à Bruxelles. Suite à l'appel à proposition, lancé en septembre 2017, plus de 50 notes de concept ont été déposées. Les projets retenus seront disponibles sur le portail BEST RUP après sélection des projets à financer.

Contact :
Carole Martinez,
coordinatrice du Programme BEST 2.0,
Carole.Martinez@iucn.org
Valia Queran, chargée de projet BEST RUP :
Valia.QUERAN@iucn.org

Lien utile:
Portail BEST RUP
Projet BEST RUP sur le site web de l'IUCN

BEST 2.0 : Plus de 4.3 millions d'euros ont été investis dans 45 nouveaux projets BEST en 2016 et 2017

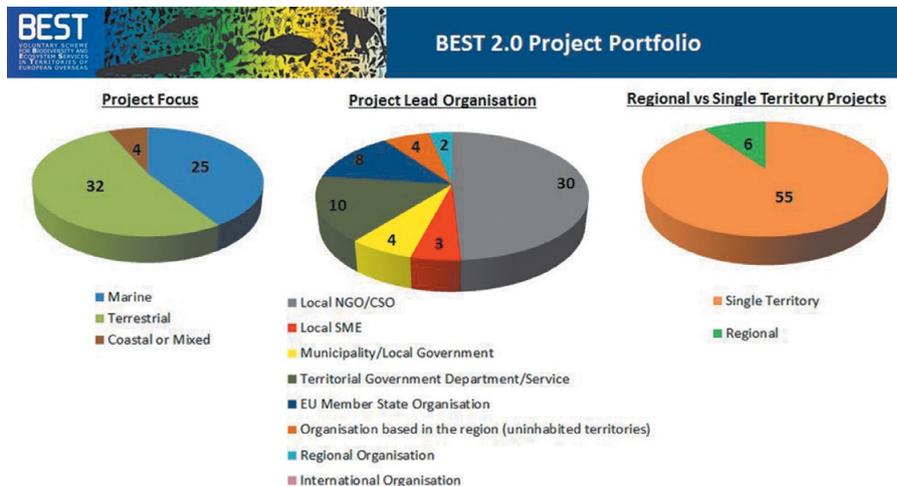
Les besoins considérables de financement en matière de biodiversité, ainsi que l'enthousiasme et la volonté des Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) de l'Union européenne (UE) ont été de nouveau démontrés par la forte mobilisation aux appels à propositions BEST 2.0 lancés en 2016 et 2017.

Plus de 50 propositions éligibles ont été soumises en 2016 suite à l'appel pour des subventions moyennes ciblant les régions de l'océan Indien, polaires / subpolaires et de l'Atlantique Sud et à l'appel pour des petites subventions ciblant les régions des Caraïbes et du Pacifique. Le montant total des demandes de subventions a largement dépassé les fonds disponibles pour ces appels.

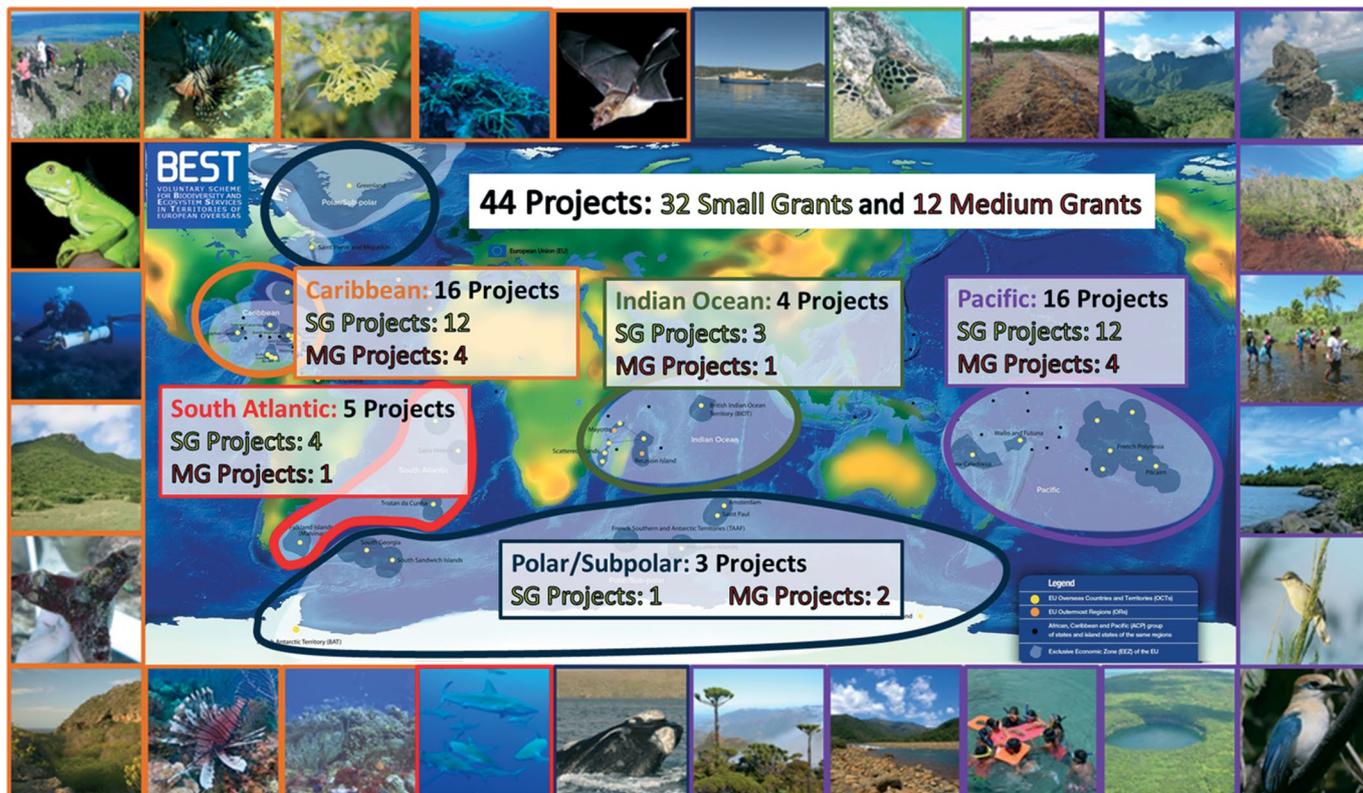
Quatre projets de taille moyenne (MG, € 100,000 – € 400,000) et 24 petits projets (SG, € 50,000 – € 100,000) ont été sélectionnés par la Commission européenne pour l'octroi d'une subvention, avec pour chacune des cinq régions au moins un

nouveau projet sélectionné. L'appel final en 2017, ouvert aux soumissions de toutes les régions, a reçu 44 propositions éligibles, dont 17 ont été sélectionnées pour une petite subvention (jusqu'à 100 000 €). Les projets répondent à une série de problématiques qui englobent le contrôle des espèces exotiques envahissantes, la gestion des écosystèmes marins, l'utilisation durable des ressources en eau, la restauration des récifs coralliens et des écosystèmes terrestres ainsi que la conservation de la faune et de la flore en voie d'extinction.

Les subventions accordées par le biais du programme BEST 2.0 aident les organisations locales des 25 PTOM de l'UE à répondre aux problèmes urgents de conservation de la biodiversité et d'utilisation durable des services écosystémiques, y compris les approches écosystémiques pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les subventions permettront également de développer de nouvelles approches et de créer de nouveaux partenariats.



Statistiques du portefeuille de projets BEST 2.0



Projets financés par les appels pour des subventions de 2016 et 2017.

Suite au succès des appels à propositions de 2016 et 2017 le montant total investi dans les PTOM s'élève à un peu plus de 8 millions d'euros avec un portefeuille de 61 projets - 12 projets de taille moyenne et 49 petits projets. Les projets ciblent les milieux terrestres, maritimes et côtiers et impliquent une diversité d'acteurs dont des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile qui mènent 30

des 61 projets. Six projets intègrent des actions qui sont déployées à l'échelle d'au moins 2 PTOM, renforçant ainsi la coopération régionale.

Les fiches d'informations détaillées de chacun des 44 projets financés par BEST 2.0 jusqu'en 2016 sont en ligne sur le portail internet dédié et les 17 fiches d'information des projets sélectionnés en 2017 suivront bientôt.

Contact :
 Carole Martinez,
 coordinatrice du Programme BEST 2.0:
Carole.Martinez@iucn.org
 Daniel Mitchell, chargé du programme BEST 2.0:
Daniel.Mitchell@iucn.org

Lien utile:
 Portail BEST 2.0

Le future de BEST – Conférence en Bruxelles, 28 novembre 2017

Pour marquer la fin de l'action préparatoire BEST, la Commission européenne organise une conférence d'une journée le 28 novembre 2017 à Bruxelles avec des sessions techniques et de haut niveau pour présenter les étapes et les réalisations de l'initiative BEST au cours des sept dernières années. La conférence revient sur trois étapes de BEST Preparatory Action et les deux mécanismes de subvention, qui ont permis 9 appels à propositions de projets depuis 2011 et un financement réussi de près de 80 projets sur le terrain dans les régions avec 12,1 millions d'euros à ce jour alors même que d'autres financements sont à venir. Ce sera aussi l'occasion de mettre en évidence les besoins d'investissement encore existants, les projets prêts à être financés ainsi que les capacités dans les régions comme définies dans les 7 stratégies régionales d'investissement développées par et pour les acteurs régionaux, européens et régionaux. les décideurs. Sur la base des résultats des profils d'écosystème régionaux, qui ont identifié plus de 400 zones clés pour la



biodiversité et corridors écologiques et priorités de conservation thématiques dans les 7 régions, les résultats des stratégies d'investissement devraient fournir un aperçu et appeler à l'action pour établir un mécanisme de financement durable pour le BEST futur de l'outre-mer.



L'EQUIPE DU CONSORTIUM DE BEST III

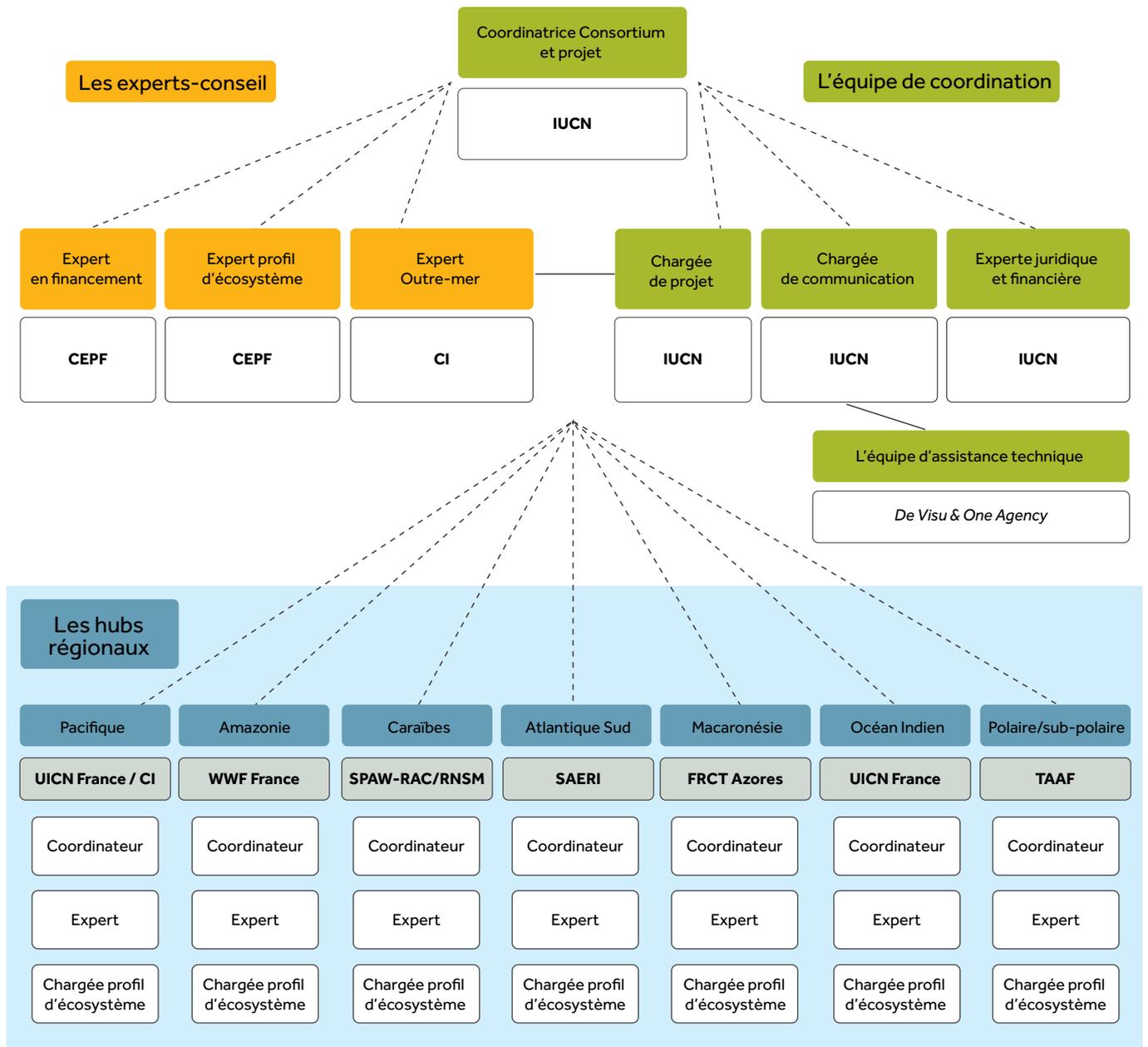


Figure 1. Structure d'organisation de l'équipe du Consortium de BEST III (avril 2015)

Abbreviations

IUCN / UICN	Union Internationale pour la conservation de la nature
CI	Conservation International
CEPF	Critical Ecosystem Partnership Fund
UICN France	Le comité français de l'UICN
WWF France	World Wildlife Fund France
RNSM	Réserve naturelle de Saint-Martin
SAERI	South Atlantic Environmental Research Institute
SGSSI	Géorgie du Sud et Iles Sandwich du Sud
SPAW RAC / CAR SPAW	Centre d'activités régional pour les espèces et les espaces spécialement protégés de la Caraïbe du Programme des Nations Unies pour l'environnement
FRCT	Fundo Regional para a Ciência e Tecnologia
TAAF	Terres australes et antarctiques françaises

LE CONSORTIUM DE BEST III ET CONTACTS

L'équipe de coordination:

Carole Martinez	Coordinatrice Consortium et projet BEST III	carole.martinez@iucn.org
Sylvie Rockel	Chargée de projet BEST III	sylvie.rockel@iucn.org
Anna Rosenberg	Experte juridique et financière BEST III	anna.rosenberg@iucn.org

Les experts-conseil:

Olivier Langrand	Expert en financement BEST	olangrand@conservation.org
Pierre Carret	Expert profil d'écosystème BEST III	pcarret@cepf.net

L'équipe d'assistance technique

DeVisu	Graphiste du site web BEST	www.devisu.com/en
One Agency	Développeur du site web BEST	www.one-agency.be/en

HUBS RÉGIONAUX BEST III

Hub Amazonie

Laurent Kelle	Coordinateur hub Amazonie BEST III	llkelle@wwf.fr
---------------	------------------------------------	--

Hub Caraïbes

Lucie Labboux	point focal hub Caraïbes BEST III	lucie.labboux.carspaw@guadeloupe-parcnational.fr
---------------	-----------------------------------	--

Hub Océan Indien

Anne Caillaud	Coordinatrice hub Océan Indien BEST III	anne.caillaud@iucn.fr
Jérôme Spaggiari	Expert hub Océan Indien BEST III	jerome.spaggiari@iucn.fr

Hub Macaronésie

José MN Azevedo	Coordinateur hub Macaronésie BEST III	Jose.MN.Azevedo@azores.gov.pt
Emanuel Mendonça	Expert hub Macaronésie BEST III	Emanuel.AM.Mendonca@azores.gov.pt

Hub Pacifique

Anne Caillaud	BEST III Indian Ocean hub coordinator	anne.caillaud@iucn.fr
Jean Kape	Coordinateur sous-région Pacifique Est BEST III	kape@mail.pf
François Tron	point focal sous-région Pacifique Ouest BEST III	ftron@conservation.org

Hub Polaire et Subpolaire

Anne-Gaëlle Verdier	Coordinatrice hub Polaire/sub-polaire BEST III	anne-gaelle.verdier@taaf.re
Cédric Marteau	Experte hub Polaire/sub-polaire BEST III	cedric.marteau@taaf.fr
Paul Brickle	Experte hub Polaire/sub-polaire BEST III	pbrickle@env.institute.ac.fk
Claire-Sophie Azam	Chargée profil d'écosystème hub Polaire/sub-polaire BEST III	claire-sophie.azam@taaf.fr

South Atlantic hub

Paul Brickle	Coordinateur hub Atlantique Sud BEST III	pbrickle@env.institute.ac.fk
Tara Pelembe	Experte hub Atlantique Sud BEST III	TPelembe@env.institute.ac.fk



BEST

VOLUNTARY SCHEME
FOR BIODIVERSITY AND
ECOSYSTEM SERVICES
IN TERRITORIES OF
EUROPEAN OVERSEAS



Pour en savoir plus:

Site BEST:

<http://ec.europa.eu/best/>

[Introduction](#)

[Projets en cours](#)

[Financements](#)

[Régions](#)

[Nouvelles et événements](#)

[Programme BEST 2.0](#)

[Projet BEST RUP](#)

[Message de la Guadeloupe](#)

[Bulletin d'information](#)

[Souscrivez au bulletin sur notre site](#)

Impressum

Photos de couverture:

© Erik Meesters, © Jill Key, © Margaret Carr, © Alisdair Harris, © Elmer Topp-Jorgensen,
© Tanguy Nicolas, © Erik Meesters, © Fred Jacq, © Ricardo Haroun

Graphisme et mise en page:

UNITgraphics.com / Imre Sebestyén jr.

Edits/ redaction:

L'équipe de secrétariat du Consortium BEST III